



Ottawa, le 13 février 2018

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

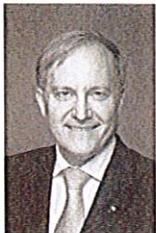
Constituency Office

110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.cl@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

House of Commons

Room 629-C, Centre Block
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca



Peter Julian
MP / Député
New Westminster-Burnaby

Bureau de circonscription

110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Télééc. : 604.775.5743
peter.julian.cl@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

Chambre des communes

Édifice du centre, Pièce 629-C
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Télééc. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

L'honorable Bill Morneau
Ministre des Finances
Chambre des Communs
Ottawa, ON

Messieurs le premier ministre et le ministre des Finances,

Où que l'on aille au pays, on rencontre des Canadiens et des Canadiennes qui sont pris à la gorge. Des familles qui doivent composer avec du travail peu stable, et qui peinent à joindre les deux bouts. On leur dit que l'économie va bien, mais ils n'en ressentent pas les avantages.

Une bonne partie des engagements de votre gouvernement reposait sur la lutte aux inégalités, mais la population n'a pas observé de grandes différences dans sa vie de tous les jours. Les inégalités continuent de se creuser, ce qui entrave nos perspectives économiques dans leur ensemble et affaiblit la confiance des Canadiennes et des Canadiens quant à l'orientation de notre pays.

En termes simples, beaucoup trop de gens ont l'impression que l'économie ne fonctionne pas pour eux. Ce qu'ils voient plutôt, ce sont des règles du jeu truquées qui sont conçues pour enrichir davantage la minorité aux dépens de la majorité.

Le mois dernier, Oxfam a publié un rapport dans lequel on calculait que huit entreprises ultra-profitables détenaient autant de richesses que la moitié de la population mondiale. Ici au pays, la fortune des deux hommes d'affaires milliardaires les plus riches équivaut à ce que possèdent 11 millions de Canadiens et de Canadiennes. Plus de quatre millions de personnes au pays vivent dans un foyer où il est difficile de se procurer de la nourriture, et cela inclut 1,15 million d'enfants. C'est inacceptable. Dans l'histoire de notre pays, l'écart entre les personnes ultra-riches et le reste d'entre nous n'a jamais été aussi important.

Cette injustice frappante – et qui s'aggrave – n'est pas inévitable. Elle est le résultat de décisions politiques prises par les gouvernements, y compris le vôtre. Notre économie a désespérément besoin de mesures visant à offrir un répit à ceux et celles qui vivent des difficultés plutôt qu'à donner d'autres faveurs aux plus fortunés. Au début de la nouvelle année, nous avons formulé quelques recommandations tangibles au sujet des mesures que votre gouvernement peut mettre en place pour mettre fin aux échappatoires fiscales personnelles qui ne profitent qu'aux plus riches de notre société. En éliminant l'échappatoire des options d'achat d'actions pour les PDG, et en augmentant le taux d'inclusion des gains en capital pour les personnes ultra-riches, nous pouvons récupérer quelque 3,5 milliards de dollars par année. Ces sommes devraient être investies dans les programmes sociaux sur lesquels nous comptons tous.



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

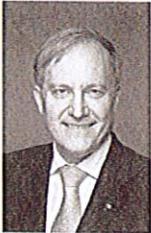
Constituency Office

110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

House of Commons

Room 629-C, Centre Block
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca



Peter Julian

MP / Député
New Westminster-Burnaby

Bureau de circonscription

110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Télééc. : 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

Chambre des communes

Édifice du centre, Pièce 629-C
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Télééc. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

En plus d'éliminer ces échappatoires, il est temps que votre gouvernement prenne au sérieux la lutte aux paradis fiscaux utilisés par les riches et les grandes sociétés du pays pour éviter de payer leur juste part d'impôts.

Le dernier budget libéral a consacré plus d'argent à l'Agence du revenu du Canada (ARC) sur cinq ans pour contribuer aux enquêtes sur le recours aux paradis fiscaux. Bien que cela représente une amélioration par rapport aux coupes faites par les conservateurs, le financement de l'ARC par votre gouvernement se situe bien loin derrière celui d'autres pays. À titre d'exemple, depuis l'affaire des Panama Papers, des agences du revenu de partout dans le monde ont réussi à récupérer plus d'un demi-milliard de dollars américains qui étaient entre les mains d'escrocs identifiés dans les documents ayant fait l'objet d'une fuite. À elle seule, l'Espagne a récupéré 122 millions de dollars américains.

Pour recouvrer ces recettes fiscales dues aux Canadiennes et aux Canadiens, il y a des mesures efficaces que votre gouvernement doit prendre immédiatement. Vous pouvez commencer par inclure, dans votre budget de 2018, certaines règles de base couvrant les filiales étrangères qui limiteraient le recours aux « sociétés fictives » qui sont créées dans le seul but d'éviter de payer des impôts. Notre collègue Murray Rankin a déposé un projet de loi d'initiative parlementaire qui ferait en sorte que les compagnies devraient prouver les raisons d'être économiques de leurs transactions à l'étranger avant de pouvoir bénéficier d'un allègement fiscal sur celles-ci. C'est une mesure simple que de nombreux pays occidentaux ont déjà adoptée.

Il y a aussi des ententes qui devraient être révisées. Commençons par les 92 conventions fiscales qu'a le Canada avec des pays comme la Barbade, la Jamaïque et Malte, qui permettent à des sociétés de déclarer des profits dans des pays qui sont des paradis fiscaux, puis de rapatrier l'argent au Canada, sans devoir payer d'impôts. C'est tout simplement injuste. Enfin, les ententes d'amnistie complaisantes offertes par le gouvernement aux fraudeurs de l'impôt quand ceux-ci se font prendre doivent être abolies. Ces ententes ne font rien pour stopper les abus à notre système et outrent la vaste majorité des Canadiennes et des Canadiens.

Il n'y a aucun doute : les paradis fiscaux nuisent à notre capacité de financer nos programmes publics. La question est de savoir jusqu'à quel point. À la suite de la publication des Panama Papers, certains observateurs ont estimé les revenus annuels perdus entre 10 et 15 milliards de dollars. De son côté, le Conference Board du Canada dit que l'écart entre les recettes fiscales potentielles du gouvernement et ce qu'il réussit réellement à récolter chaque année pourrait s'élever jusqu'à 47 milliards de dollars.

Les programmes qui pourraient être financés par ces recettes perdues feraient une différence considérable dans la qualité de vie de la population. Commençons par examiner les coûts astronomiques des médicaments d'ordonnance.

En comparaison avec les nations occidentales les plus riches, les Canadiens et les Canadiennes paient des prix parmi les plus élevés pour les médicaments destinés au traitement des maladies courantes. Selon une étude publiée dans le *Canadian Medical Association Journal*, les dépenses annuelles par habitant pour les médicaments communs au Canada sont de 39 % plus élevées qu'en Allemagne, de 49 % plus élevées qu'au Royaume-Uni et de 85 % plus élevées qu'en Nouvelle-Zélande. Et les prix des médicaments devraient encore augmenter cette année.



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

Constituency Office

110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

House of Commons

Room 629-C, Centre Block
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca



Peter Julian

MP / Député
New Westminster-Burnaby

Bureau de circonscription

110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Télééc. : 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

Chambre des communes

Édifice du centre, Pièce 629-C
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Télééc. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

La raison pour laquelle les prix sont si élevés au Canada réside en partie dans le fait que nous sommes le seul pays au monde à être doté d'un système de santé public qui n'est pas accompagné d'une couverture d'assurance-médicaments publique.

Pour économiser, certaines personnes au pays ont commencé à couper leurs pilules en deux, mettant ainsi leur propre santé en péril. Mais il pourrait en être autrement.

Dans le budget de 2018, les revenus émanant de l'élimination des échappatoires fiscales qui profitent aux personnes ultra-riches et de la lutte aux paradis fiscaux devraient être affectés à la mise en place d'un programme universel d'assurance-médicaments.

En affectant des fonds provenant d'échappatoires fiscales et de fraudeurs de l'impôt vers un programme universel d'assurance-médicaments dans le prochain budget, le gouvernement ferait un pas important dans la lutte aux inégalités croissantes au Canada.

L'an dernier, le Bureau du directeur parlementaire du budget a publié un rapport montrant qu'un tel programme ferait économiser aux Canadiens et Canadiennes 4,2 milliards de dollars par année. Et que cela ferait toute une différence pour rendre la vie plus abordable pour ceux et celles qui sont aux prises avec les coûts écrasants des médicaments sur lesquels ces personnes comptent.

L'un des enjeux dont on entend le plus parler en matière d'inégalités, et ce, dans chaque région du pays, est que les logements sont tout simplement inabordables. Les prix ont explosé, il n'y a pas de nouveaux logements abordables, et la situation est pire encore pour les plus vulnérables d'entre nous. Les personnes âgées, les jeunes et les communautés immigrantes sont à l'avant-plan de la crise du logement.

Votre gouvernement a peut-être annoncé une stratégie sur le logement abordable, mais vous ne semblez pas comprendre l'urgence de la situation, compte tenu du fait que 90 % du financement que vous avez annoncé ne viendra qu'après l'élection de 2019. En situation de crise, l'attente n'est pas une option. En utilisant les mesures proposées, nous vous pressons d'augmenter le financement du logement dans le budget de 2018 jusqu'à 1,58 milliard de dollars, un montant que l'on n'atteindra pas avant 2021 en vertu de votre plan actuel.

Il n'y a pas de cas d'inégalité plus flagrant au Canada que les conditions de vie et de financement des communautés des Premières Nations. Et il n'y a peut-être pas de pire exemple de cette inégalité que les 134 avis d'ébullition de l'eau qui sont toujours en vigueur dans les réserves des Premières Nations. Nous ne pouvons tout simplement pas accepter la situation actuelle, dans laquelle une jeune personne ne peut pas ouvrir le robinet et obtenir de l'eau saine, ou dans laquelle une mère donnant un bain à son enfant constitue un scénario dangereux.

Le Bureau du directeur parlementaire du budget a publié un rapport en décembre montrant que les sommes fournies par le gouvernement pour mettre fin aux avis d'ébullition étaient de 30 à 50 % en deçà de ce qui est nécessaire. Servons-nous du budget de 2018 pour éliminer cet écart de financement et pour en finir une fois pour toutes avec ces affreux avis.

Une autre étape que votre gouvernement pourrait – et devrait – prendre dans ce budget pour s'attaquer aux inégalités qu'affronte la population autochtone au



House of Commons
Chambre des communes
CANADA

Constituency Office

110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

House of Commons

Room 629-C, Centre Block
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca



Peter Julian

MP / Député
New Westminster-Burnaby

Bureau de circonscription

110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Télec. : 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.net

Chambre des communes

Édifice du centre, Pièce 629-C
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Télec. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

Canada est de radier la dette en souffrance relative aux négociations des traités et de mettre en place des contributions non remboursables pour la participation des Premières Nations à de futures négociations. Cela serait une étape importante vers la réconciliation et cela donnerait plus d'autonomie aux Premières Nations.

Enfin, neuf ans après que Nortel eut fait faillite et eut laissé tomber ses retraités, Sears Canada a déclaré faillite, a mis à pied 15 000 employés, a annulé les paiements pour les pensions des travailleurs et travailleuses, tout en remettant à ses dirigeants 6,5 millions de dollars en primes.

Le mois dernier, quand on l'a interrogé au sujet de l'avarice des entreprises, qui fait passer les créanciers avant les travailleurs, le premier ministre Trudeau a dit que ces derniers pouvaient compter sur l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada. Malheureusement, sa réponse montre que votre gouvernement ne comprend pas ce que les travailleurs et travailleuses vivent ni les difficultés inhérentes à la vraie vie dans l'économie actuelle.

Le budget de 2018 offre une occasion importante d'enfin mettre un terme au vol de pensions. Comme vous le savez, notre collègue Scott Duvall a mis de l'avant une proposition pleine de bon sens que vous pourriez inclure dans le budget. Ces modifications relativement simples à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité garantiraient que les pensions des travailleurs, de même que leurs indemnités de départ, passeraient avant les paiements aux riches créanciers, aux banques et aux sociétés mères, chaque fois qu'une entreprise ferait faillite. Un tel changement pourrait avoir des répercussions importantes sur la vie de nombreuses personnes employées et retraitées.

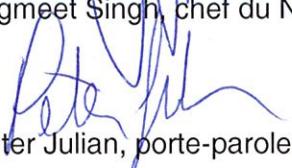
Actuellement, au Canada, les chances sont du côté des grandes sociétés et des plus riches, tandis que les Canadiens et les Canadiennes qui travaillent dur doivent jouer selon d'autres règles, ou attendre à la fin de la file. On peut faire mieux, et on doit faire mieux.

La population canadienne a besoin d'un gouvernement qui a le courage de mettre en place ces mesures importantes qui auront des conséquences positives majeures pour le plus grand nombre. Plus que jamais, la population mérite des leaders qui défendront ses intérêts et résisteront aux exigences des lobbyistes de Bay Street. En fournissant du soutien aux Canadiens et aux Canadiennes qui en ont le plus besoin, nos citoyens pourront déployer leur plein potentiel. Et le résultat sera une économie enrichie qui profitera à tout le monde.

Vous avez le pouvoir, dans le budget de 2018, de faire une réelle différence pour les Canadiennes et les Canadiens en y intégrant les recommandations que nous avons énoncées dans la présente.

Cordialement,


Jagmeet Singh, chef du NPD du Canada


Peter Julian, porte-parole du NPD en matière de finances